



Mardi, gares mortes pour la SNCF, voire blocages, mais un investissement vivant de l'intersyndicale qui y exposera les raisons de sa colère. PHOTO M.G.

## Mardi nouvelle journée de colère cheminote

### SNCF

**Le texte du projet de loi sur la privatisation de la SNCF repasse cette semaine devant l'Assemblée nationale. Les syndicats CGT, Unsa, SUD et CFDT appellent à une « journée de la colère cheminote » demain.**

Le projet « Pour un nouveau pacte ferroviaire » s'apprête à entrer en gare. Cet après-midi, la commission mixte paritaire doit tenter d'en fixer une version définitive. Qui repassera devant l'Assemblée nationale mercredi, puis jeudi devant le Sénat. Si les deux instances s'accordent, la réforme qu'une très grande partie des cheminots refusent toujours sera entérinée. Elle ne deviendra effective qu'avec les décrets d'application.

Un nouvel appel à tous les cheminots de France est lancé pour ce mardi 12 juin par l'intersyndicale de la SNCF. En Paca, les gares d'Avignon, Marseille, Nice (où une manifestation interprofessionnelle aura lieu le 13) et Gap seront le théâtre d'une « Journée de la colère cheminote ». Elle fait écho au sursaut du 14 mai où les conducteurs et contrôleurs étaient majoritairement en grève bloquant une grande part du trafic. Des effectifs étaient en grève, pour afficher « une participation massive et unitaire », espère François Tejedor. Le responsable CGT des cheminots de Paca prévoit : « Des initiatives et des prises de parole dans les gares. » Leur détermination était encore affirmée jeudi dernier, deux jours après le vote du Sénat en faveur du texte au 27e jour de grève à la SNCF.

« Rien n'est bouclé à cette heure », rétorque la CGT. Les négociations doivent encore s'étaler dans le temps, avec les commissions de branches, par exemple : « Il reste encore trop de zones d'ombre et des amendements à acter, sur le périmètre ferroviaire où toutes les entreprises SNCF seraient des SA. »

### « On tient le calendrier »

Les cheminots maintiennent leur plaidoyer pour une SNCF rassemblée et 100% publique. Ils exigent encore du gouvernement des garanties sociales comme préalable à la sortie de conflit. De même, pour l'ouverture à la concurrence et l'arrêt de l'embauche au statut, c'est jusqu'à la CDFT qui considère : « Le compte n'y est pas. »

Claude Bejat, pour l'Unsa Paca exige un cadre plus précis concernant « le volontariat, le sac à dos social, l'accès à l'offre de logement sur le parc immobilier de l'entreprise pour la mobilité, l'accès à une médecine spécialisée... » Mardi il s'agit pour le syndicaliste de « maintenir la pression sur le législateur » avec ce message fort. « Il y a encore du travail dans les rencontres et les chantiers qui restent ouverts. Le calendrier ne s'est pas arrêté avec le vote de la loi et il n'y a aucune raison pour que la division s'installe », insiste Claude Bejat.

L'intersyndicale attend « une belle mobilisation et n'exclut pas les blocages dans certaines localités » complète François Tejedor. L'interfédérale se réunira au national pour décider « d'une suite cet été. On tient le calendrier jusqu'au bout », déclare François Tejedor. L'ensemble de la mobilisation a atteint un niveau historique et cette contestation ne tolérera pas d'être balayée d'un revers de manche.  
Myriam Guillaume

# Département : les élus communistes donnent rendez-vous aux citoyens

### ENTRETIEN AVEC

**Claude Jorda, président du groupe PCF au conseil départemental des Bouches-du-Rhône.**

L' élu du canton de Gardanne et les autres conseillers départementaux communistes -Aurora Raoux, Nicolas Koukas, Évelyne Santoru-Joly et Gérard Frau-, font un bilan de mi-mandat au travers de conseils de canton. Ils seront ce soir (18h) à La Ciotat (cercle de la Renaissance), demain (18h) à Marseille (siège de la Marseillaise), jeudi (18h) à Port-de-Bouc (salle Elsa-Triolet) et le 26 juin à Aix (18h, salle Voltaire).

### Quel est le sens de votre démarche ?

Depuis l'élection 2015, avec l'ensemble des élus communistes, on a installé des conseils de canton. Nous plaçons la proximité comme ADN de notre démarche d' élu. Ces rendez-vous permettent de rendre compte de notre mandat, de partager nos démarches, bâtir des propositions. Jusque-là, on organisait ces conseils dans nos cantons respectifs : Martigues, Arles et Gardanne. On a élargi cette année au-delà, à l'occasion du mi-mandat, à La Ciotat, Marseille et Aix. On fait un bilan et, en même temps, on aborde des thèmes spécifiques aux lieux : l'énergie, la forêt ou la mer...

### Vous l'envisagez comme une réponse au bilan « 3 ans d'actions » de la présidente, Martine Vassal (LR) ?

Non, mais nous avons aussi des choses à dire sur son bilan, qu'elle mène à grands renforts de communication et qui s'arrête à de l'affichage. Elle ne place pas au cœur de son action les compétences prioritaires du Département : l'action sociale, la solidarité, l'insertion... La droite a fait éditer un numéro spécial du magazine Accents. Il faut attendre la page 70 pour y lire enfin quelque chose sur l'insertion !

Quand les salariés des Maisons de solidarité disent



Claude Jorda est élu au Département depuis 2008. Il a été réélu en 2015 en binôme avec Rosy Inaudi (EELV) sur le canton de Gardanne PHOTO P.C.

qu'ils ne peuvent plus assurer l'accueil des enfants, quand ils portent plainte et font condamner le Département pour sa déficience face à l'accueil des mineurs isolés, ça pose question. D'autant que notre département n'est pas pauvre. Que dire des suppressions de la prime de Noël pour les bénéficiaires du RSA, celle de la délégation démocratie et vie citoyenne, celle sur les droits des femmes fusionnée à celle contre les discriminations. Martine Vassal se trompe de cible ou alors elle en choisit une qui ne constitue pas le cœur d'action du département.

### C'est-à-dire ? Vous pensez que pour elle, le Département est un marche pied vers autre chose... ?

Oui, on peut le dire. Être présidente du département, 1ère vice-présidente de la Métropole semble ne pas lui suffire puisqu'elle est également candidate à la présidence de la Métropole. Preuve je pense, qu'elle vise autre chose.

### Vous plaidez donc pour un retour au cœur de métier du Département ?

Oui, il faut revenir aux compétences essentielles autour du social : la recherche d'emplois, le handicap, les personnes du Bel âge, la petite enfance. Il faut se projeter sur l'avenir et retrouver dynamisme et

participation citoyenne.

### L'avenir, justement, est incertain. Quelle est votre position sur le potentiel rapprochement avec la Métropole ?

On réaffirme notre attachement au Département, un des maillons de proximité qu'on voudrait faire disparaître. Au lieu de rapprocher les citoyens des lieux de décisions on a tendance à les en éloigner et à déléguer le fonctionnement des collectivités aux technocrates. Le terme de fusion nous inquiète. Cela créerait une menace pour tout ce qui est service public de proximité. Même si nous ne sommes pas frontalement opposés à un éventuel rapprochement. On ne doit pas chercher la concurrence mais la complémentarité. La première des choses serait de faire un bilan de ce qu'apporte aujourd'hui le Département. Ça peut être un des ateliers des états généraux que propose Gaby Charroux [dans son Manifeste pour une nouvelle Métropole, lire notre édition du week-end]. Les départements sont des collectivités qui fonctionnent, pourquoi vouloir ici le fusionner avec la Métropole qui, elle, ne fonctionne pas. Sans oublier les différents agents des collectivités, à quel moment les consulte-t-on ?

Propos recueillis par Florent de Corbier